Le contrôle des armements et le désarmement doivent également s'appliquer aux systèmes d'armes non nucléaires, dont certains sont aussi potentiellement destructeurs que les armes nucléaires.

**Traité sur
l'interdiction
des armes
chimiques**

Il importera, cette année, de réaliser de nouveaux progrès en vue de la conclusion d'un traité sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes chimiques, et sur la destruction des stocks existants. Nous nous proposons de chercher vigoureusement, avec d'autres, à tirer le maximum de l'occasion qui se présente.

La recherche qui s'effectue au Canada sur les mesures défensives nous permet de formuler des propositions sur des aspects tels que les dispositions relatives à la vérification d'un traité interdisant les armes chimiques. Le Canada a produit des documents de travail à cet égard. Nous avons alloué des crédits pour permettre à des spécialistes canadiens d'être présents ici, à Genève, pendant de plus longues périodes et ce, à compter de la présente session. Dans son examen des questions complexes en jeu, le Comité a pu bénéficier de la compétence de spécialistes de nombreux pays, dont des pays non membres. Les réalisations du groupe de travail sur les armes chimiques montrent une fois de plus que les travaux du Comité peuvent compléter les négociations bilatérales.

**L'espace extra-
atmosphérique**

Monsieur le Président, il est une autre question qui mérite d'être soulevée, à savoir celle des armes destinées à être utilisées dans l'espace extra-atmosphérique. D'aucuns l'ont décrite comme le premier problème de contrôle des armements du XXI^e siècle. Je prie instamment le Comité d'entamer le plus tôt possible sa tâche essentielle et d'établir quels sont les aspects juridiques et autres nécessaires au renforcement du régime juridique applicable à l'espace extra-atmosphérique. Le Canada a apporté sa contribution à cet égard en produisant un document de travail qu'il a déposé ici, l'été dernier. Comme dans le cas de l'interdiction des essais nucléaires et des armes chimiques, la vérification sera sans doute l'un des facteurs déterminants. Le Canada tentera de trouver des solutions possibles dans le cadre de son programme en expansion concernant la recherche sur la vérification. Nous nous proposons de collaborer activement à ces travaux. Mon gouvernement est d'avis qu'il est temps de créer un groupe de travail sur cette question.

Conclusion

Monsieur le Président, j'ai traité de quatre questions importantes, de quatre priorités du Canada pour 1983, à l'égard desquelles je tenais à préciser notre position comme suit :

- Le Canada insistera pour que progresse le dossier de l'interdiction totale des essais nucléaires.
- Le Canada insistera pour que soit mis en place un régime de non-prolifération plus efficace.